



Pour publication immédiate : 14/02/2017

GOUVERNEUR ANDREW M. CUOMO

## DÉCLARATION DU GOUVERNEUR ANDREW M. CUOMO

« L'État de New York est chef de file du mouvement écologiste depuis le début, promouvant les principes conservationnistes de Theodore Roosevelt, et donnant naissance à l'environnementalisme à Storm King. Aujourd'hui, nous donnons, une fois encore, l'exemple par la plus haute norme d'énergies renouvelables du pays et par le développement des énergies solaire et éolienne off-shore ; nous protégeons les ressources naturelles précieuses de l'État telles que l'Hudson River et le Parc Adirondack ; nous investissons des milliards de dollars pour garantir une eau potable salubre à tous les New-Yorkais ; et après des décennies de discussion, nous sommes enfin parvenus à un accord pour la fermeture de la centrale nucléaire d'Indian Point. Toutes ces politiques combinées montrent la voie pour protéger l'air, la terre et l'eau de New York.

New York, comme le reste du pays, est actuellement confronté au problème de l'impact environnemental des déchets associés aux sacs en plastique et en papier, en particulier les sacs en plastique. Les sacs en plastique sont pratiques mais ont des coûts financiers et environnementaux non négligeables. Le Département de l'assainissement de la ville de New York (New York City Department of Sanitation) estime qu'il collecte 1 700 tonnes de sacs en plastique en moyenne chaque semaine, entraînant un coût de traitement annuel de 12,5 millions de dollars. À l'échelle de l'État, les New-Yorkais utilisent, selon les estimations, 23 milliards de sacs en plastique par an. L'impact de cette utilisation donne lieu à des dépenses considérables pour nettoyer ce plastique par le biais de programmes de ramassage des ordures et d'opérations de nettoyage des océans et des plages.

Un certain nombre de gouvernements locaux et d'État à travers le pays ont tenté de résoudre ce problème -- avec des degrés de succès variables -- en faisant payer ou en interdisant les sacs en plastique et en papier. Tout récemment, la ville de New York a adopté une loi locale imposant un droit d'au moins cinq cents pour tous les sacs à provisions de supermarchés. La loi a été adoptée par une majorité de 28 voix contre 20 -- un des votes les plus serrés de ces dernières années. Depuis l'adoption de la loi, la législature de l'État a agi rapidement et massivement pour imposer un moratoire sur cette loi locale, avec un total de 165 membres votant pour et 32 contre.

Bien qu'il ne fasse aucun doute que des questions politiques institutionnelles soient en

jeu et bien que la loi de la ville de New York constitue une tentative sérieuse de solution, il est également évident que la loi de la ville est profondément imparfaite. L'élément le plus contestable est le fait que la loi a été rédigée afin que les commerçants conservent le droit de cinq cents comme profit, au lieu de l'utiliser pour résoudre le problème de l'impact environnemental des sacs en plastique, ce qui revient essentiellement à une manne financière de 100 millions de dollars par an pour les commerçants. Il existe deux justifications possibles pour expliquer pourquoi la loi de la ville de New York dispose que le droit payé bénéficiera aux commerçants : l'opportunisme politique ou l'impossibilité légale. Si le conseil avait besoin du soutien politique des commerçants pour adopter la loi, un prix de 100 millions de dollars s'avère trop élevé. Si la ville n'était pas habilitée à autoriser qu'un droit aille à une entité gouvernementale car cela outrepasserait son autorité légale, l'État doit alors agir. Dans un cas comme dans l'autre, les bénéfices exceptionnels aux entités privées sont injustifiés et superflus.

La toute première loi sur la consigne des bouteilles dans les années 1980 avait un défaut similaire. Elle avait autorisé une manne financière pour les détaillants initiant la consigne, coûtant à l'État environ 1,6 milliard de dollars de recettes. En 2008, l'État a finalement admis l'erreur commise et développé la volonté politique de changer la loi, qui a alors fait l'objet d'amendements ; désormais, quatre-vingts pour cent des consignes sont alloués à l'État pour protéger et améliorer l'environnement. Nous ne devons pas refaire la même erreur. Je comprends que le processus politique pour adopter une loi puisse nécessiter l'apaisement de l'opposition potentielle, mais un bonus de 100 millions de dollars pour les entreprises privées est totalement absurde. De la même manière, la loi exonère certaines entreprises sans raison apparente. Les magasins de spiritueux, les livreurs, les camions-restaurants sont tous exonérés. Légiférer nécessite souvent des compromis mais pas une capitulation. Il est inutile d'adopter une loi résultant de compromis excessifs -- nous pouvons et nous devons promulguer la meilleure politique du pays. C'est comme cela que nous faisons les choses à New York.

Dans le même temps, l'impact des déchets plastique et papier sur notre environnement n'est pas un problème local. En tant que New-Yorkais, je me suis retrouvé enchevêtré dans de nombreux sacs en plastique en pêchant dans l'Hudson et au large de Long Island. J'ai vu des sacs en plastique dans les arbres en faisant de la randonnée dans les Adirondacks et en conduisant sur Grand Concourse dans le Bronx. Il s'agit d'un défi à l'échelle de l'État. En tant que tel, une solution au niveau de l'État est la manière la plus adéquate de résoudre ce problème. Les questions concernant une éventuelle solution à l'échelle de l'État sont énormément débattues : est-ce que l'État devrait interdire les sacs en papier et en plastique ? Est-ce qu'une taxe constitue la meilleure stratégie ? Si oui, à quel niveau et qui devrait en bénéficier ? Est-ce que l'État devrait être obligé de fournir des sacs réutilisables pendant une période de transition afin que les consommateurs à faibles revenus ne soient pas trop désavantagés financièrement tout au long du processus ?

Ces questions appellent des réponses, et ces réponses doivent être basées sur l'expérience d'autres États et villes, ainsi que sur les retours de nos constituants. La Californie, le District de Columbia et Chicago ont tous des données et de l'expérience. Pour ce faire, je mets en place aujourd'hui un groupe de travail à l'échelle de l'État afin

de développer un projet d'État uniforme pour régler le problème des sacs en plastique. Ce groupe de travail sera différent des autres car cette question nécessite une action rapide. Je demanderai au Sénat et à l'Assemblée de désigner des co-présidents avec moi afin que la recommandation puisse aboutir promptement à une législation. Les gouvernements et parties prenantes locaux seront également inclus. D'ici la fin de l'année, ce groupe de travail conclura sa mission par un rapport et une proposition de législation. Je suis impatient de voir l'État de New York ouvrir la voie sur cette question. »

###

Des informations complémentaires sont disponibles à l'adresse [www.governor.ny.gov](http://www.governor.ny.gov)  
État de New York | Chambre Exécutive | [press.office@exec.ny.gov](mailto:press.office@exec.ny.gov) | 518.474.8418